



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

n° 29 – octobre 2016



Dimitra Bulletin

GENRE, FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT



© Autonomisation des femmes rurales
et action collective

✿ Sommaire

- 3 | Niger – Quand la mobilisation sociale offre un avenir aux enfants de Gasseda
- 4 | Histoires de vie, l'engagement individuel au bénéfice des communautés
- 6 | Ghana – Vendeuses d'aliments sur la voie publique
- 8 | Niger – Une attestation foncière comme garantie d'accès à la terre pour les femmes
- 9 | Ouganda – Valoriser le rôle des femmes dans l'agriculture familiale
- 10 | Caisses de résilience: l'autonomisation des populations rurales commence par les femmes
- 12 | Série Portraits – Niakate Goundo Kamissoko, Présidente de la FENAFER
- 14 | Népal – Le programme RWEE en appui aux associations de femmes
- 15 | Les Clubs Dimitra aux Journées européennes du développement 2016
- 16 | Niger – Des solutions locales contre la malnutrition
- 18 | Pour une meilleure valorisation des expériences
- 19 | RD Congo – Dynamiser la collaboration entre les Clubs Dimitra et les radios communautaires
- 20 | Les Clubs Dimitra en bref
- 21 | Les Clubs Dimitra en action
- 22 | Publications FAO
- 23 | Ressources



Amies lectrices, Amis lecteurs,

Il y a juste un an, les dirigeants des pays du monde entier s'engageaient en faveur des 17 Objectifs de développement durable (ODD) destinés à changer le cours du 21^{ème} siècle et à relever des défis comme la pauvreté, les inégalités, le changement climatique, l'éducation, etc. Tous ces objectifs sont inextricablement liés et le succès de l'un dépend souvent de celui des autres. Pour parvenir à un monde libéré de la pauvreté, il est nécessaire de s'attaquer à ses multiples causes, sans laisser personne de côté. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont considérées cruciales pour tous les ODD et reconnues à la fois comme un objectif en soi (objectif 5) et comme un moyen d'atteindre tous les objectifs.

De façon concrète, dans les actions de la FAO, cela signifie mettre les personnes et le capital social au centre du développement socio-économique, avec un accent spécial sur les femmes. C'est notamment ce que vise le Projet Dimitra en suscitant et en accompagnant des processus de transformation sociale de longue durée, guidés par les communautés rurales elles-mêmes. Des processus dans lesquels «autonomisation» signifie renforcer les capacités organisationnelles, la participation et l'accès à l'information.

Autonomisation et action collective vont donc de pair. C'est le fil conducteur de ce numéro 29 du Bulletin Dimitra. Dès le premier article, on entre dans le vif du sujet avec la mobilisation communautaire déclenchée par les Clubs Dimitra à Gasseda (Niger) qui a permis de résoudre une question administrative clé pour le futur des enfants du village. Toujours au Niger, l'accès des femmes à la terre fait l'objet d'un article centré sur Seybou Djamma. Cette agricultrice a réussi à obtenir formellement l'usufruit de la terre de son mari, grâce à ses capacités de négociation.

Parfois, ce sont des petites choses qui font la différence. C'est ce que racontent trois histoires de vie du Bénin, RDC et Burundi dans

lesquelles des événements et des parcours individuels ont entraîné des changements de pratiques qui bénéficient à toute la communauté. Renforcer la résilience des populations rurales est l'objectif des Caisses de résilience, une approche intégrée de la FAO décrite dans ce numéro. Cette approche appuie les associations de femmes et les groupes d'agriculteurs pour mieux répondre aux chocs et aux crises en renforçant leurs capacités dans trois domaines: social, technique et financier.

Notre série «Portrait de femmes» présente Niakate Goundo Kamissoko, Présidente de la Fédération Nationale des Associations de Femmes Rurales du Mali. «De l'agriculture à la politique», Niakate a consacré sa vie à lutter pour l'accès des femmes à la terre au Mali et pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales de son pays.

Le Programme conjoint des Nations Unies «Accélérer le progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales» (RWEE) fait l'objet d'articles touchant aux thèmes du maraîchage (Népal) et de la nutrition (Niger). Un troisième article montre comment les résultats du Programme RWEE-Niger ont été capitalisés lors des Journées européennes de développement à Bruxelles. Cet événement a été l'occasion de présenter les Clubs Dimitra, utilisés comme point d'entrée du programme pour créer des synergies et renforcer la coordination au niveau des communautés. Valoriser les expériences est important et est rappelé dans un autre article décrivant un module d'apprentissage sur la capitalisation.

Pour terminer, la rubrique «Clubs Dimitra en bref» rappelle les nombreuses activités des clubs de ces derniers mois et offre plusieurs histoires de réalisations des Clubs Dimitra au Niger et en République démocratique du Congo.

Bonne lecture à toutes et tous !

Brave Ndisale

Directrice par intérim. Division des Politiques Sociales et des Institutions Rurales

CONTACTEZ-NOUS

FAO-Dimitra

c/o FAO-ESP
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italie

Christiane MONSIEUR, Coordinatrice Dimitra
Yannick DE MOL, Chargé de projet
Mauro BOTTARO
Spécialiste genre, information et communication
dimitra@fao.org – www.fao.org/dimitra

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.
© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

Niger | Quand la mobilisation sociale offre un avenir aux enfants de Gassedda

Dans le village de Gassedda, les Clubs Dimitra ont discuté de l'importance de l'éducation pour les jeunes filles et garçons en tant que moteurs du développement de leur communauté. Ils ont rappelé que pour permettre que tous les enfants du village puissent aller à l'école, il fallait avant tout surmonter un obstacle majeur : les enfants doivent être inscrits au bureau de l'état civil, situé à trois jours de voyage du village. Un défi que les clubs ont relevé avec succès.

Au Niger, l'inscription scolaire est soumise à la présentation d'un certificat de naissance de l'enfant que les parents doivent obtenir auprès des autorités compétentes. Cela représente un véritable problème national dès lors que seulement une minorité des enfants vivant en milieu rural est effectivement inscrite aux registres de la population. Cette situation s'explique notamment par les distances importantes qui séparent de nombreuses communautés rurales des bureaux de l'état civil.

Dans le cas de Gassedda par exemple, il faut se rendre dans le chef-lieu de la commune, Dantiandou, situé à 13 km et à Kollo – chef-lieu du département où réside l'autorité administrative de validation des actes de naissance – qui se trouve à 95 km.

Créativité, mobilisation sociale et leadership féminin

Après avoir discuté la question de l'enregistrement des naissances, les clubs ont donc pris la décision de régler cette question et d'envoyer une délégation auprès du maire de Dantiandou pour lui exposer le problème. La délégation était composée du chef du village et de Hamsa Maïkido, l'une des femmes leaders des Clubs Dimitra. Après avoir vérifié que Hamsa était alphabétisée et en mesure de recevoir une formation sur la façon de tenir les registres de naissance, décès et mariage, le service de l'état civil de la mairie a décidé de déléguer au village de Gassedda le pouvoir de remplir ces registres, sous la responsabilité et la supervision de Hamsa !

C'est ainsi que Hamsa Maïkido est devenue la référente de tout le village pour ce qui concerne plusieurs questions administratives. Chaque mois, elle transmet les différents actes (naissance, mariage ou décès)



Hamsa Maïkido transcrit les actes de naissance de deux enfants du village

à la mairie de Dantiandou, qui les envoie ensuite à Kollo où l'autorité administrative les contresigne et les retourne à Hamsa, pour qu'elle puisse enfin les remettre à chaque destinataire. Aucun frais n'est payé par les bénéficiaires et, mieux, Hamsa reçoit même une somme, symbolique, de 4 500 FCFA (7 euros) par mois pour ses responsabilités.

La présence des Clubs Dimitra à Gassedda a déclenché une dynamique communautaire qui permet aux femmes et aux hommes du village de se battre ensemble pour garantir une éducation et un avenir à leurs filles et fils : « Pouvoir faire les actes de naissance sur place est une porte auparavant infranchissable qui s'est ouverte. Il y a seulement quelques mois, 3 jours de voyage et des dépenses énormes étaient nécessaires. La scolarisation était compromise », a déclaré Hamsa lors de sa participation à une réunion sur les Clubs Dimitra, à Niamey en mai dernier.

Cette réalisation des clubs et cet engagement personnel illustrent la maturité des Clubs de Gassedda et des communautés. Le processus par lequel sont passés les clubs a conduit à une meilleure prise de conscience des difficultés mais aussi à la prise de responsabilités individuelles et collectives et à l'émergence du leadership féminin.

✳ **Pour en savoir plus, contacter :**
Farmo Mamoudou Ibrahim
Coordinateur des Clubs Dimitra au Niger
Farmo.MamoudouIbrahim@fao.org

Histoires de vie, l'engagement individuel au bénéfice des communautés

Trois pays, trois parcours, un dénominateur commun. Des expériences qui illustrent comment de simples événements peuvent déclencher des dynamiques d'apprentissage qui changeront la vie des communautés, au Bénin, en RD Congo et au Burundi. Ces expériences démontrent également l'importance de la participation pour le développement socio-économique en Afrique subsaharienne.

Au Bénin, Martin Tohou crée la « cour familiale nourissante » à partir des micro-jardins

Séduit par la culture en micro-jardin lors de sa participation, en 2010, à la Foire aux Savoirs de Niamey, au Niger, Martin Tohou – Directeur Exécutif de l'ONG GRAAB (Groupe de recherche et d'appui à l'autopromotion durable à la base) – s'est inspiré de cette technique pour promouvoir ce qu'il appelle la « cour familiale nourissante ». Aujourd'hui, plusieurs associations qui travaillent sur la sécurité alimentaire au Bénin font recours à son expertise pour des appuis techniques.

Tout a commencé après la Foire aux Savoirs de Niamey. De retour chez lui, Martin Tohou observe ses enfants qui balayent et sarclent la cour de leur maison. Il décide alors d'exploiter cet espace pour mieux répondre aux besoins alimentaires des enfants et de toute la famille en transformant la cour en un véritable espace de production de fruits et légumes.

Avec l'aide de sa famille, Martin Tohou construit des cages de culture en briquettes, dans lesquelles il applique un substrat de fiente de poulet, qu'il recouvre d'une couche

de paille ou de copeaux de bois. Dans ces nouveaux espaces de culture, la famille plante toutes sortes de légumes et d'arbres fruitiers. Aujourd'hui, la « cour familiale nourissante » permet à toute la famille Tohou d'avoir une alimentation riche et variée. En outre, les copeaux de bois utilisés dans les cages empêchent le développement de mauvaises herbes et maintiennent l'humidité du sol pendant plusieurs jours, ce qui permet d'utiliser très peu d'eau pour l'arrosage. Et « la vente du surplus de légumes et fruits me permet de gagner plus de 5 000 CFA par semaine sans l'aide de mon mari », déclare Mme Tohou.

Par le biais de son ONG GRAAB, M. Tohou a lancé le projet « Mille et une cours nourissantes pour la sécurité alimentaire des ménages à faible pouvoir d'achat », pour faire bénéficier d'autres familles de cette expérience, et promouvoir ainsi la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition des enfants au sein des ménages pauvres du pays.



© Fanou Martin Tohou

* Pour en savoir plus, contacter:
Fanou Martin Tohou
Directeur Exécutif de GRAAB ONG
graabta@yahoo.fr

Les femmes rurales promeuvent la paix au Burundi: l'expérience de Goreth Nyabenda

Le Burundi traverse aujourd'hui une crise politique qui déstabilise le pays. La production agricole a diminué sensiblement et la faim se fait sentir. Depuis 2014, le programme « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix », financé par l'ONU-Femmes, sensibilise les femmes rurales sur la prévention des conflits par la lutte contre la malnutrition. Les résultats sont tangibles, comme le montre l'exemple de Goreth Nyabenda.

Pendant plusieurs années Goreth a vécu une situation très précaire, en conflit permanent avec son mari et vivant dans une extrême pauvreté. Aujourd'hui, la relation avec son conjoint est harmonieuse et sa famille est plus prospère. Cela a été possible grâce à sa participation au programme d'ONU-Femmes sur la « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix ». Mis en œuvre avec la collaboration du Ministère de l'Intérieur et des associations féminines de la société civile, ce programme vise à changer

la perception du rôle des femmes rurales dans la lutte contre la pauvreté, en renforçant leurs capacités pour qu'elles deviennent de véritables moteurs du développement.

Quand Goreth a rejoint ce programme, son ménage vivait dans la misère et ses six enfants souffraient de malnutrition. L'association féminine dont elle est membre a reçu une chèvre du programme. Cela a représenté un tournant. L'utilisation du fumier fourni par l'animal a engendré une augmentation

significative de la production de légumes au niveau du ménage. Et les bénéfices de la vente de cette production dans les marchés locaux a permis d'entreprendre un élevage de poulets. En quelques mois, la famille de Goreth est devenue un modèle pour toute la communauté. Aujourd'hui, elle a acheté deux vaches et deux parcelles de terre. Cette prospérité économique nouvelle a aussi permis à la famille de retrouver la sérénité.

De plus, Goreth a été sélectionnée comme médiatrice de paix dans la commune de Busiga, en province de Ngozi, par le programme d'ONU-Femmes. Les médiatrices de paix forment aujourd'hui un réseau dans toutes les provinces du Burundi. Elles collaborent avec l'APAFE (Association Promotion des Actions en Faveur de la Femme et de l'Enfant) travaillant dans la lutte contre la malnutrition.

✳ **Pour en savoir plus, contacter:**
Anne-Spès Nishimwe
Coordinatrice Nationale du CAFOB
(Collectif des Associations et ONG Féminines de Burundi)
nianspes@yahoo.fr

Mali ya Mungu, un jeune congolais découvre les écoles pratiques d'agriculture et de vie

Au Sud-Kivu, peu de jeunes souhaitent travailler dans l'agriculture, activité considérée comme peu rentable et réservée aux pauvres. Avec les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes et adultes (JFFLS), cette perception peut changer en offrant des perspectives d'avenir aux jeunes. La participation à une JFFLS de Mali ya Mungu, orphelin de 17 ans, lui a permis de découvrir les effets de l'agriculture sur la nutrition et la santé. Son courage lui a aussi valu d'être un élément moteur de la campagne sur la nutrition au sein du Club Dimitra d'Ikoma.

Après le décès de ses parents, Mali ya Mungu et ses deux frères ont rejoint la maison de leur grand-mère dans le village d'Ishaliro, au Sud-Kivu. L'arrivée de ces 3 orphelins a aggravé la situation financière déjà précaire de cette vieille dame. Plus le temps passait, plus la situation empirait. Mali ya Mungu a alors abandonné l'école et commencé à mendier.

Il y a quelques mois, il a vu un groupe de jeunes se diriger vers un champ avec des cas-

seroles pleines d'aliments crus, des assiettes et du bois de cuisson. Pensant que le groupe allait organiser un festin, il décida de les suivre pour profiter du repas. Grande fut sa surprise quand ils arrivèrent à destination. Mali ya Mungu ne connaissait pas les écoles pratiques d'agriculture et de vie et la facilitatrice du groupe lui expliqua en quoi consistait une JFFLS et que ce jour-là, le programme prévoyait une séance sur la culture de l'amarante et ses vertus nutritionnelles. Il assista à toute la séance avec grand intérêt, en particulier la partie concernant la valeur nutritionnelle de ce légume, et fut même invité à table avec les autres lorsque le repas fut préparé.

Venu seulement pour manger, il est reparti avec une grande envie d'apprendre. Ce jeune garçon a en effet compris que son mauvais état de santé était la conséquence d'une alimentation déséquilibrée, basée exclusivement sur le fufufu de manioc sans l'accompagnement de légumes. Surtout, il a compris qu'il avait dans ses mains tout ce qui était nécessaire pour ne plus souffrir de la faim.

Admis dans le groupe avec ses deux frères, Mali ya Mungu développa progressivement des compétences en nutrition. Les trois frères décidèrent ensuite de créer un jardin potager. Aujourd'hui, ils consacrent la plupart de leur temps à la production de soja, amarantes, haricots et oignons. En plus, la vente de ces produits leur procure un peu d'argent qui permet au plus jeune des frères de fréquenter l'école.

Dans cette région où la nutrition est souvent le domaine des femmes, Mali ya Mungu est un exemple. Il a non seulement amélioré sa nutrition et celle de sa famille, mais il est également devenu animateur d'un Club Dimitra dans lequel il apporte sa contribution en matière de nutrition et de santé.

✳ **Pour en savoir plus, contacter:**
Adeline Nsimire
Maître formatrice J/FFLS
adelinens@yahoo.fr



Ghana | Vendeuses d'aliments sur la voie publique

Au Ghana, la vente d'aliments sur la voie publique est une affaire de femmes. Selon une étude menée par la FAO, les femmes comptent pour plus de 90 pour cent des vendeurs d'aliments sur la voie publique dans le pays. Ce rôle essentiel trouve ses racines dans les normes socioculturelles: les femmes à faible revenu et les mères célibataires doivent concilier leurs tâches ménagères traditionnelles avec des activités génératrices de revenus pour assurer les besoins de la famille. Contrairement à l'impression qu'on pourrait en avoir, les aliments vendus dans la rue à Accra, capitale du pays, sont de qualité acceptable, nutritifs et sûrs. Ils représentent une partie importante des systèmes alimentaires urbains pour de meilleurs moyens d'existence, ainsi que des débouchés économiques pour les femmes.

La vente d'aliments sur la voie publique a proliféré ces 35 dernières années dans l'ensemble du continent, du fait principalement de l'urbanisation et de ses conséquences. D'une part, les distances croissantes entre le domicile et le lieu de travail et le rythme de la vie urbaine ont accentué la demande d'aliments prêts à la consommation, facilement accessibles et peu chers parmi les citadins à faible revenu et à revenu intermédiaire. D'autre part, un nombre croissant de personnes à la recherche d'un emploi sont confrontées à un marché du travail qui ne croît pas au même rythme, au détriment de groupes sociaux marginalisés (surtout femmes et minorités ethniques), pénalisés par le manque d'éducation et de compétences professionnelles. Pour ces personnes, le travail autonome, souvent sur une base informelle, devient le seul moyen de gagner leur vie. En particulier, la vente d'aliments sur la voie publique constitue l'une des activités les plus faciles et les plus viables, car elle n'exige que peu de capital de départ et aucune formation particulière.

Les femmes ont le monopole virtuel de la vente d'aliments sur la voie publique en Afrique

Les femmes constituent la majorité des vendeurs d'aliments sur la voie publique dans la région, sauf dans un petit nombre de pays où les règles culturelles restreignent les activités économiques des femmes. La vente d'aliments sur la voie publique leur permet de démarrer et d'exploiter leur propre entreprise avec un faible apport en capital, des compétences culinaires traditionnelles, une cuisine et du matériel de cuisson, et avec l'aide de membres de la famille non rémunérés, notamment de jeunes sœurs et des filles.

La FAO a mené récemment une enquête de terrain de grande ampleur à Accra (Ghana). L'étude a fait ressortir que les femmes représentent en moyenne plus de 90 pour cent des vendeurs d'aliments sur la voie publique au niveau du pays. La plupart d'entre elles ont entre 25 et 45 ans et, par rapport au passé, leur niveau d'éducation augmente. Presque toutes s'appuient sur des fonds personnels ou familiaux pour monter leur entreprise, les emprunts auprès des banques et des

Esther est âgée de 32 ans et a deux enfants. Elle a passé les quatre dernières années à préparer des fruits prêts à consommer qu'elle vend sur un étal à un coin de rue. La partie la plus dure de son travail, dit-elle, c'est de se lever à 2 heures du matin tous les jours pour commencer à vendre à 5 heures. Elle porte des sacs en plastique à chaque main en guise de gants. Elle lave un couteau tranchant avec de l'eau qui coule d'un sac en polyéthylène (dite « eau pure » au Ghana). Elle prend un ananas et, en tenant les feuilles dans une main, elle le pèle et le coupe en petits morceaux qui tombent dans un fin récipient de polystyrène. Mangues, bananes, pastèques et pommes sont ensuite découpées en petits morceaux, et lavées avec l'eau restante. Elle ferme avec soin le récipient plein à ras bord de fruits, et passe autour un élastique sous lequel elle glisse une petite fourchette en plastique et une serviette en papier, prête à le remettre à un client accompagné d'un merci et d'un sourire.

Comfort a 27 ans. Elle se réveille tous les jours à 5 heures du matin, va au marché pour acheter les ingrédients dont elle a besoin et ouvre son kiosque à 8 heures. Jusqu'au coucher du soleil, elle vend du ragoût à la tomate, du riz, sauce de *palava*, du poulet et du poisson frits, du riz jollof, du *banku*, du *shito* et sa véritable passion: des pâtisseries. Ne trouvant pas d'emploi, elle a suivi des cours de cuisine et a conçu elle-même sa marque et son logo qui attirent le regard. Comme tout entrepreneur, elle sait que l'image d'une entreprise est tout aussi importante que le goût des aliments qu'elle vend, aussi souhaite-t-elle à ses clients « bon appétit » en français!



Comfort, dans son kiosque « Aliments et pâtisseries »



©FAO/James Abugri

entreprises de microfinance étant rarement pris en considération. Les vendeurs d'aliments sur la voie publique travaillent en moyenne 10 heures par jour, non compris le temps passé à acheter et à cuisiner les ingrédients, six jours par semaine. La plupart des personnes interrogées pendant l'enquête exerçaient cette activité depuis huit ans en moyenne, ce qui suggère que le secteur n'est pas uniquement une source temporaire de revenu, mais peut constituer aussi une option d'emploi s'inscrivant dans la durée.

Aliments nutritifs et sûrs vendus sur la voie publique

L'étude a également souligné que les vendeurs d'aliments sur la voie publique ont tendance à opérer dans les quartiers pauvres de la ville et près des écoles, ce qui fait que ces aliments sont déterminants pour la nutrition des enfants. Bien que les vendeurs n'entrent pas dans les contrôles alimentaires exercés par les autorités publiques, et malgré l'impression qu'en a le public, les conditions générales d'hygiène et de salubrité dans lesquelles ces aliments sont préparés à Accra sont considérées comme acceptables. Compte tenu des niveaux croissants d'éducation parmi les vendeurs d'aliments sur la voie publique, et grâce aux formations menées par les autorités en collaboration avec la FAO ces dernières années, les connaissances de ces vendeurs sur les normes d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments, la manutention des aliments et leur entreposage ont été améliorés. Les campagnes de sensibilisation

ont aussi eu une incidence sur les pratiques des vendeurs, car ils sont de plus en plus sous l'œil vigilant de clients informés. Les autorités publiques n'ont guère fait d'efforts pour renforcer les infrastructures sur lesquelles les vendeurs peuvent s'appuyer (comme l'approvisionnement en eau potable), mais ces femmes s'efforcent de mettre en pratique les connaissances acquises en s'appuyant sur les faibles moyens dont elles disposent.

À Accra, comme dans de nombreuses zones urbaines en Afrique, les vendeurs d'aliments sur la voie publique constituent une partie importante des systèmes alimentaires urbains. La FAO s'emploie à renforcer leurs connaissances et à améliorer leurs pratiques, avec le soutien des autorités locales pour fournir de meilleures infrastructures. Le but est de faire de cette activité une occasion d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de contribuer à des régimes alimentaires sains et à une meilleure santé pour les citoyens, tout en offrant des possibilités de revenus pour les femmes.

* Pour en savoir plus, contacter:

Stefano Marras

Stefano.Marras@fao.org

Mohamed AgBendesh

Mohamed.AgBendech@fao.org

Pour consulter l'enquête de la FAO :

<http://www.fao.org/3/a-i5804e.pdf>

Hamida a 32 ans et vit à Accra. Ses cheveux sont couverts d'un voile brodé de fleurs bleues et dorées. Elle propose un menu composé de plats locaux: *banku*, riz jollof, *tuo zafi*, *wakey*, ragout de bœuf avec des œufs, *shito*, poulet et poisson frits. Elle prépare tout chez elle et amène les aliments sur place dans des marmites brillantes et des glacières. Elle prélève les aliments chauds à l'aide d'une grande cuillère en métal, et les sert dans de petites assiettes avec des couverts recyclables. Les clients s'assoient à des tables en plastique sous une grande toile. Lorsqu'elle ne sert pas, elle s'assoit et parle avec les clients tout en allaitant son enfant de deux ans. À 2 heures de l'après-midi, sa sœur prend la relève. Hamida enveloppe son enfant dans un châle attaché sur son dos et s'en va, suivie de ses deux autres enfants plus âgés.

Niger | Une attestation foncière comme garantie d'accès à la terre pour les femmes

Dans la région de Dosso, l'agriculture constitue la principale activité économique des communautés et la plus importante source de revenus pour les ménages. Cependant, l'accès des femmes au foncier demeure un obstacle important pour le développement rural. Selon une étude de la Coopération Luxembourgeoise, très peu de femmes sont propriétaires terriennes, malgré l'existence de lois coutumières qui leur reconnaissent le droit à l'héritage. Une condition très difficile mais certainement pas incontournable comme en témoigne le cas de Madame Seybou Djamma.

Quand son mari est parti « à l'exode », il y a plus de quinze ans, Seybou Djamma s'est retrouvée comme « chef de famille », à s'occuper toute seule de la maison, des enfants et de la terre.

Seybou vit dans le village de Kolgou Zarma, non loin de Kiota, dans le département de Boboye. Dans toute la région, il est de coutume que les femmes cultivent un lopin de terre prêté par leur mari, leurs frères ou un autre propriétaire terrien du village pour y pratiquer le maraîchage durant la contre-saison. Ensuite, en début d'hivernage, la parcelle prêtée sera remise au propriétaire qui profitera des apports en engrais organiques, faits par l'emprunteuse en guise de compensation.

Cette situation plus que précaire était devenue intenable pour Seybou Djamma, après plus d'une décennie pendant laquelle elle a dû assurer les moyens de subsistance et le bien-être de toute la famille. En outre, grâce à une émission transmise par la radio locale, elle avait appris qu'un Fonds d'Appui Régional (FAR) – mis à disposition par le Conseil Régional de Dosso sur des fonds de la Coopération Luxembourgeoise – permettait d'accéder à un crédit subventionné par la Banque Agricole du Niger, basée à Dosso.

Une décision qui change la vie

Pour avoir droit à ce crédit, Seybou a dû négocier avec son mari la donation d'une parcelle de 1,5 ha du champ familial, afin qu'elle puisse y pratiquer du maraîchage et subvenir ainsi aux besoins du ménage. Quelques jours après, l'accord entre Seybou Djamma et son mari a été conclu par téléphone en présence de trois témoins : le chef de quartier, le chef du village et le maire de la commune.



Seybou Djamma avec son attestation de détention de la terre

Suite à cet accord, Seybou a obtenu par le chef du village une attestation de détention coutumière de la terre en question, ce qui a marqué une étape importante dans sa vie : ce certificat lui a permis, en effet, d'accéder au Fonds d'Appui Régional.

La collaboration de toute la famille

Le prêt, dont Seybou ne va rembourser que 55% - 45% étant une subvention du FAR-, a permis de clôturer le jardin avec un grillage pour le protéger des animaux, de creuser 2 puits, et d'acheter une motopompe et des semences de qualité. Dans tous ces travaux de mise en valeur et d'exploitation de son lopin de terre, elle a pu compter sur l'aide de ses enfants et ses belles filles. Tous ensemble envisagent d'augmenter la production d'oignons, de poivrons, d'aubergines et de moringa pour arriver à gagner jusqu'à 30 euros par semaine. Une colla-

boration précieuse qui suscite la reconnaissance de Seybou, attestée par ses propres mots : « Avec l'argent que je vais gagner après la vente de mes produits maraîchers, je compte d'abord subvenir aux besoins de la famille, préparer le mariage de mes filles et assurer une bonne scolarité à mes enfants, étant donné que mon mari n'est jamais retourné de l'exode. Cette attestation reconnue de tous me donne une entière garantie ».

* Pour en savoir plus, contacter :

Simbo Koly Keita
Assistant Technique de Lux-Dev auprès du
Conseil Régional de Dosso
simbokoly.keita@luxdev.lu

Ouganda | Valoriser le rôle des femmes dans l'agriculture familiale

Malgré le potentiel du secteur agricole, la faim touche de nombreuses régions du pays. Comme ailleurs, ce problème est lié au changement climatique, à la répartition inégale des richesses, à l'analphabétisme, au manque d'intérêt pour l'agriculture et à une mise en œuvre inadéquate des politiques. Une autre cause importante est l'accès limité des femmes aux ressources et aux marchés. Le Réseau des femmes ougandaises (WOUGNET) s'exprime sur le rôle des femmes dans la lutte contre la faim.

Le secteur agricole contribue à la hauteur de 53 pour cent aux recettes d'exportation de l'Ouganda. L'agriculture est donc une source majeure de revenus pour la grande majorité des ménages et un facteur déterminant pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'emploi, la création de revenus et le commerce d'exportation. Le secteur est en mesure de soutenir, d'encourager et de promouvoir le développement économique et d'éliminer la faim.

Néanmoins, de nombreuses régions du pays ne sont pas capables de produire suffisamment d'aliments pour contrer de manière décisive la malnutrition aiguë. Près de la moitié des familles du pays font état d'une consommation alimentaire insuffisante. Cette situation est due à la production agricole faible en raison des précipitations insuffisantes et des phénomènes météorologiques de plus en plus destructeurs, conséquence du changement climatique. Il s'en est suivi une baisse des stocks alimentaires des ménages et une hausse des prix alimentaires, ce qui réduit leur capacité d'acheter de la nourriture.

Cependant, malgré ces difficultés, nous sommes persuadés que la réduction du fossé hommes-femmes dans l'agriculture, en termes d'accès aux ressources et aux marchés, permettrait de rompre ce cercle vicieux.

Encourager la participation des femmes

Dans les régions du nord et de l'est de l'Ouganda, qui vivent principalement de l'élevage, les femmes constituent la grande majorité des producteurs de denrées alimentaires. Cependant, bien que la terre soit, en principe, accessible à tous, seuls les hommes bénéficient de la propriété des terres et du bétail. Le droit coutumier non écrit empêche les femmes d'hériter de la terre ou du bétail parce qu'elles quittent le clan de leur père lorsqu'elles se marient. En conséquence, les droits sur les ressources productives et l'accès aux marchés sont



concentrés essentiellement entre les mains des ménages dirigés par des hommes, tandis que les ménages dirigés par des femmes tirent beaucoup moins de revenus des activités agricoles. Ces ménages sont beaucoup plus exposés aux facteurs de risques qui à la longue entraînent la faim.

Depuis des années, de nombreux organismes de développement, y compris WOUGNET, ont exprimé de graves préoccupations au sujet de la situation de la sécurité alimentaire dans le nord et dans l'est de l'Ouganda. En particulier, WOUGNET reconnaît qu'il est nécessaire de réduire l'écart entre les hommes et les femmes dans l'agriculture et continue de mettre l'accent sur la participation des femmes à l'agriculture familiale. L'organisation s'emploie essentiellement à soutenir les ménages dirigés par des femmes dans leurs activités agricoles au niveau du district, par le biais de ses programmes éducatifs. On peut citer par exemple le projet lancé par WOUGNET en 2005 et qui est toujours en cours, intitulé « Renforcement de l'accès à l'information agricole à l'aide des technologies de l'information et de la communication (TIC) » dans le district d'Apac. Le

projet vise à développer et à améliorer les systèmes d'information et de communication afin de faciliter l'accès à l'information agricole, en particulier pour les femmes rurales. L'Ouganda et d'autres pays à risque peuvent renverser les effets susceptibles de conduire à la faim en incitant les femmes rurales dans les zones affectées à participer aux projets de renforcement des compétences des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Il est aussi nécessaire de nouer le dialogue avec les législateurs et les décideurs sur l'urgence de formuler des politiques et des lois sexospécifiques qui reconnaissent aux femmes des droits égaux de propriété sur la terre et le bétail. Les cadres d'application des politiques devraient inclure des mécanismes qui permettent d'identifier, d'éduquer, de soutenir et de suivre les populations affectées, notamment les femmes et les enfants.

✳ **Pour en savoir plus, contacter :**
Susan Atim
WOUGNET
zenahg6@gmail.com

Caisses de résilience: l'autonomisation des populations rurales commence par les femmes

Les «Caisses de résilience» sont une approche intégrée conçue pour développer la résilience des associations de femmes et des groupes d'agriculteurs face aux chocs et aux crises en renforçant leurs capacités dans trois domaines: social, technique et financier. La FAO met en œuvre cette approche en Ouganda, au Guatemala, au Honduras, en République centrafricaine, au Tchad, au Libéria, au Malawi, au Mali et en République démocratique du Congo.

Malgré les environnements agro-écologiques et sociaux difficiles dans lesquels ils vivent, les agriculteurs de subsistance et les éleveurs ont développé leurs propres mécanismes et stratégies pour réduire les risques et augmenter la résilience, qui vont de l'organisation en associations à la création de fonds de solidarité ou d'associations d'épargne rotative et de crédit.

L'approche des «Caisses de résilience» aide ces communautés à exploiter pleinement leur potentiel, en s'appuyant sur des options diverses. En particulier, elle cherche à autonomiser les associations et les groupes de femmes et à faire mieux reconnaître les rôles économiques et sociaux que jouent les femmes. Cette approche comporte trois piliers: technique, financier et social.

© Dimension technique

Elle consiste essentiellement à aider les communautés à accroître la production agricole sur le long terme, à gérer les ressources naturelles de manière durable, à améliorer la conservation, la transformation et la commercialisation des produits animaux et agricoles, à réduire les risques de catastrophe, à s'adapter aux effets du changement climatique et à améliorer la gestion des écosystèmes agricoles.

© Dimension financière

Elle encourage les initiatives d'épargne et de crédit communautaires, comme par exemple les associations villageoises d'épargne et de crédit et les coopératives d'épargne et de crédit, fondées sur les principes d'épargne rotative et de crédit selon lesquels les membres apportent le capital (comme les «tontines»). Les bénéficiaires apprennent à mieux connaître les règles concernant le crédit et se les approprient avant de dialoguer avec des institutions financières officielles. Ces initiatives d'épargne et de crédit sont souvent la seule solution offerte dans les zones rurales où

l'accès aux services financiers est limité. Les prêts ou les subventions accordés par exemple pour du petit matériel de transformation peuvent aider les membres à générer des revenus supplémentaires. Les participants épargnent régulièrement, investissent dans leur entreprise, augmentent la production et diversifient les sources de revenu.

© Dimension sociale

Le renforcement de la cohésion sociale des groupes communautaires est fondamental pour l'appropriation et la durabilité, tout comme l'est la sensibilisation des membres des groupes à la solidarité au sein des communautés et entre elles. Il est essentiel, en particulier, pour les communautés qui s'efforcent de reconstruire leur vie après des expériences traumatisantes telles que des déplacements, des crises alimentaires ou des conflits. Les membres confrontés à des problèmes similaires peuvent examiner les possibilités offertes, partager des expériences utiles et, en fonction du contexte local, aborder des sujets comme l'éducation nutritionnelle, l'hygiène, la santé de la reproduction, l'alphabétisation, la violence, etc. L'utilisation de l'approche des Clubs Dimitra est actuellement expérimentée pour structurer l'intervention de la FAO menée au titre de ce pilier (voir encadré).

Afin de garantir la durabilité à long terme des Caisses de résilience, certains groupes ont décidé de mettre en place un système d'assistance conditionnelle, demandant que les membres appliquent effectivement les bonnes pratiques, techniques ou sociales, pour pouvoir accéder aux systèmes d'épargne et de crédit.

L'expérience montre qu'après la fin d'un projet, les groupes continuent de se réunir et de promouvoir des services complémentaires, y compris l'éducation, la nutrition, le leadership et l'accès aux marchés, qui tous renforcent la résilience communautaire.

Les «Caisses de résilience» aident les communautés de petits exploitants et d'éleveurs en situation d'insécurité alimentaire à cumuler et à diversifier les sources de revenu, les avoirs et les connaissances. Elles encouragent les pratiques agricoles durables (dimension technique) et les possibilités économiques et financières, telles que l'accès au crédit (dimension financière), tout en renforçant la cohésion sociale et la solidarité au sein des communautés et entre les communautés (dimension sociale). La combinaison de ces trois aspects permet aux ménages d'améliorer leurs conditions d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition et de mieux se préparer à amortir l'impact des chocs futurs.

Exemples en Ouganda et en République centrafricaine

En Ouganda, la région de Karamoja est confrontée à une multitude de risques dus à différents facteurs notamment des épisodes prolongés de sécheresse, des crues subites, des maladies animales transfrontières, des ravageurs et des maladies des cultures, l'érosion des sols, etc. Les revenus et les niveaux d'alphabétisation des communautés sont faibles et les indicateurs économiques de la région sont plus bas que dans le reste du pays.

Pour donner aux communautés les moyens d'agir, FAO Ouganda a utilisé une approche axée sur les moyens d'existence et visant à renforcer le capital qu'ils constituent par le biais des écoles pratiques d'agropastoralisme. Elle a permis aux communautés de saisir les possibilités économiques offertes au niveau local et de réduire les risques et la vulnérabilité aux chocs. L'approche intégrée des Caisses de résilience place les communau-

tés vulnérables au centre de la gestion des risques en renforçant leurs capacités dans les dimensions techniques, financières et sociales tout en faisant participer les communautés aux actions qui améliorent leurs écosystèmes.

La République centrafricaine fait face depuis 2013 à une crise politique qui a entraîné une forte insécurité, des déplacements et des flambées de violence d'une grande ampleur dans le pays. Étant donné que 75 pour cent de la population est tributaire de l'agriculture, la crise a exacerbé l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la vulnérabilité des agriculteurs. En décembre 2015, un quart de la population était encore déplacée, dans les pays voisins et à l'intérieur du pays, augmentant la pression sur les communautés hôtes et leurs ressources déjà limitées. La FAO a mis en œuvre un programme de *Caisses de résilience* pour permettre aux familles d'améliorer leurs techniques agricoles, leurs capacités financières et les structures de gouvernance au niveau des communautés, en vue de renforcer la résilience de la communauté et des moyens d'existence.

Durant la période 2014-2016, près de 2 500 groupes d'agriculteurs, représentant 45 000 ménages, ont reçu le soutien des *Caisses de résilience* dans 10 des 16 préfectures du pays. La FAO a travaillé en partenariat avec cinq organismes gouvernementaux et 28 ONG nationales et internationales. Une première évaluation intérimaire, menée après six mois de mise en œuvre, a montré que l'impact sur les bénéficiaires était positif, notamment: meilleure connaissance des techniques agricoles, hausse des rendements, capacité d'épargne accrue, confiance en soi, et aussi meilleures compétences d'animation au sein des groupes d'agriculteurs, une plus forte participation des femmes à la prise de décisions au niveau des ménages et des aptitudes améliorées à prendre la parole en public. L'évaluation a fait ressortir que la remise en état des infrastructures communautaires (comme les puits, la pharmacie du village, etc.) était très appréciée et contribuait à reconstruire la cohésion sociale au sein des communautés.

✳ **Pour en savoir plus, contacter:**
Anne-Klervi Cheriére
AnneKlervi.Cherriere@fao.org



Le groupement agricole "Amakpam" à Yamboro en RCA bénéficie de cette approche

Caisses de résilience et Clubs Dimitra

Constatant la complémentarité entre ces deux approches, la FAO a commencé à mettre en œuvre des activités alliant Clubs Dimitra et Caisses de résilience (CdR) en RD Congo et prévoit de le faire en République Centrafricaine. Non seulement utiles pour renforcer l'ancrage communautaire et la mobilisation sociale, les clubs sont aussi une option intéressante pour soutenir les activités du pilier social dans le cadre des CdR. La présence de clubs permet d'atteindre davantage d'hommes et femmes et de les faire mieux bénéficier des interventions de la FAO et des partenaires de développement. Utiliser les clubs comme point d'entrée au niveau communautaire

facilite la coordination locale des différentes actions mises en œuvre et garantit que la voix des populations rurales, des femmes et des jeunes en particulier, soit au cœur des décisions prises et des actions menées.

Par leur organisation en réseau, notamment en passant par les radios communautaires, les clubs permettent aussi de faire le lien entre les groupements appuyés par les Caisses de résilience, et avec les projets d'autres partenaires au développement comme d'autres agences des Nations Unies, la société civile et les services de l'Etat.

De l'agriculture à la politique

NIKATE GOUNDO KAMISSOKO,

PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE FEMMES RURALES DU MALI (FENAFER)

Le parcours de Niakate Goundo Kamissoko est à l'image de la lutte des hommes et des femmes de son pays pour l'accès à la terre. Fortement engagée sur les questions foncières depuis les années 70, elle est aujourd'hui Présidente de la FENAFER, membre de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) et Présidente de la Commission de Développement Rural. Son engagement a toujours été au côté des femmes rurales pour lesquelles elle entrevoit, malgré les difficultés, un avenir plein d'opportunités.



Quel est votre parcours? Comment en êtes-vous arrivée à devenir une représentante importante des femmes rurales du Mali?

Tout a commencé en France, où mon mari se trouvait en tant qu'expatrié. Avec d'autres émigrés africains, il a créé une association devant permettre leur réinsertion économique dans le cadre d'activités agricoles en sollicitant des terres auprès des dirigeants des pays concernés.

Moussa Traoré, à l'époque Président de la République du Mali, fut le premier à

répondre favorablement à cette requête. L'association est alors devenue une coopérative, la Coopérative Agricole Multifonctionnelle de Somankidi Coura (CAMS), à laquelle l'Etat attribuait des terres pour y pratiquer de l'agriculture.

Et c'est comme ça, donc, que nous aussi – les femmes – nous sommes retrouvées aux côtés de nos maris au sein de la CAMS, à travailler dans les champs. Cela a duré jusqu'en 1985, puis nous nous sommes organisées pour demander à la coopérative

des terres spécifiquement pour les femmes. A l'époque, nous étions neuf femmes et, suite à de nombreuses discussions, nous avons finalement reçu trois hectares à exploiter. Malheureusement, cette terre n'était pas aménagée. Je me suis donc investie, car j'avais appris qu'à Kayes il y avait un projet de la FAO sur les femmes rurales. Nous sommes donc parties demander le soutien technique de la FAO pour élaborer un programme d'aménagement que nous avons ensuite soumis à la Coopération française pour obtenir des financements. C'est donc grâce à l'appui de la FAO et de la Coopération française que nous avons pu aménager ces trois hectares.

En 2004, la Journée Nationale du Paysan du Mali a été un événement important mais n'a malheureusement pas suffisamment pris en considération les femmes rurales. Cette négligence nous a révoltées. Les femmes apportent une contribution essentielle à l'agriculture du pays. Ce sont elles qui assurent la sécurité alimentaire des ménages et le bien-être de leurs enfants. Nous avons pu rencontrer le Président de la République, lui exposer notre frustration et le solliciter à prendre des mesures appropriées. Sa réponse n'a pas tardé pas à venir: «Je peux vous aider», a-t-il dit, «mais d'abord il faut que vous vous regroupiez». Dans le cadre d'une série de rencontres entre les femmes de la coopérative et les services de l'Etat, il a alors été décidé de créer des associations féminines dans tout le pays, avec un bureau national à Bamako. Voilà comment est née la Fédération Nationale des Associations de Femmes Rurales du Mali. Comme j'avais suivi tout le processus depuis le début, j'ai été nommée secrétaire administrative du bureau national, avant d'en devenir présidente.

« Les femmes sont toujours invitées aux réunions mais elles ne participent pas aux prises de décisions »

Quels sont les objectifs de la FENAFER? Quelles sont les activités mises en œuvre par la fédération?

L'objectif général de la fédération est de fournir aux femmes rurales un réseau d'échanges et une aide pratique dans l'exercice de leurs activités dans le secteur agricole, y compris la pêche et l'élevage. La fédération joue un rôle majeur de plaidoyer auprès des institutions et du gouvernement, mais aussi de dialogue avec le secteur privé. Actuellement, je suis aussi élue à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) et Présidente de la Commission de Développement Rural et je pense que ces positions institutionnelles sont cruciales pour défendre les intérêts des femmes rurales de ce pays.

Comment la fédération est-elle organisée au niveau du pays?

C'est un système pyramidal. Chaque village a quatre déléguées au niveau communal. Et comme chaque commune rassemble quatre villages, il y a 16 femmes qui composent les bureaux communaux. A son tour, chaque bureau communal nomme quatre déléguées au niveau des cercles et ensuite chaque cercle nomme cinq déléguées pour les bureaux régionaux. Enfin, dans le bureau national, à Bamako, il y a sept déléguées par chaque bureau régional.

Selon vous, que faut-il faire pour promouvoir la représentation des femmes rurales dans les instances de prise de décision?

Tout d'abord, il faut distinguer entre la participation des femmes et la représentation de leurs intérêts. On voit qu'elles sont toujours invitées aux réunions et conférences mais elles ont peu voix au chapitre dans les instances de prise de décisions. C'est une question culturelle. Dans certaines régions rurales du Mali, il y a encore des normes sociales qui empêchent les femmes d'être considérées égales aux hommes. Il faut donc continuer à se battre pour donner une voix et une éducation aux femmes, pour qu'elles soient mieux représentées et pour faire ressortir leur rôle crucial dans le développement socio-économique.

Pourriez-vous nous parler de votre engagement politique?

J'ai été déléguée pour le Conseil de Cercle dans la commune de Kayes de 2004 à 2009. Je me suis beaucoup battue pour la construction de nouvelles écoles afin d'assurer une instruction appropriée à tous les enfants. Avant, il y avait des zones dans



« La bataille pour l'autonomisation des femmes rurales ne concerne pas seulement les femmes. C'est une bataille de tous pour tous ! »

la commune où l'école la plus proche était à 15 kilomètres, ce qui forçait les enfants à parcourir de longues distances à pied. Nous avons pu changer cela. J'ai aussi lutté pour garantir l'accès à l'eau potable dans de nombreux villages de la région.

Est-ce que votre famille vous a soutenue, surtout quand votre rôle devenait plus important?

Oui! Même quand j'ai été élue et je me suis battue pour défendre les intérêts des femmes rurales, mon mari et ma famille m'ont toujours soutenue. Et c'est pour cela que j'ai eu le courage d'aller de l'avant.

Quels sont les défis principaux rencontrés aujourd'hui par les femmes rurales au Mali?

La première difficulté qu'elles doivent affronter est certainement l'éducation. La plupart des femmes qui travaillent dans les campagnes sont analphabètes et cela représente un véritable obstacle à leur autonomisation. Il s'agit d'une contrainte étroitement liée à l'accès à l'information, à la terre, aux ressources productives, aux marchés et au crédit. Il faut donc partir de l'éducation, afin que les femmes acquièrent les capacités nécessaires pour assurer les

moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de leurs ménages.

Comment voyez-vous l'avenir des femmes rurales dans votre pays?

Je suis optimiste! Dans les campagnes, les femmes sont partout. Elles cultivent la terre, elles récoltent et transforment les produits agricoles et elles les vendent dans les marchés. Elles ont déjà énormément de compétences. Mais, il faut leur donner les moyens d'avancer et de jouer pleinement leur rôle pour le développement du Mali.

Quels conseils donneriez-vous aux lectrices et aux lecteurs du Bulletin Dimitra?

Il faut se battre pour l'autonomisation sociale et économique des femmes rurales. Et ce n'est pas une bataille qui concerne seulement les femmes, c'est une bataille de tous pour tous! Quand on donne aux femmes la possibilité de jouer pleinement leur rôle, c'est la communauté toute entière qui en tire profit. Il faut que toutes les femmes et tous les hommes se donnent la main pour atteindre cet objectif.

Népal | Le programme RWEE en appui aux associations de femmes

A Tallo Baraha, village dans les collines du district de Sindhuli, les femmes rurales ont vu leur nutrition et leurs moyens d'existence s'améliorer. Cela a été possible grâce au Programme conjoint des Nations Unies « Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales » (RWEE), mis en œuvre dans sept pays, dont le Népal. Dans ce pays, les résultats obtenus ont été exceptionnels et l'histoire de Sumitra et de son groupe en est l'illustration.

Comme la plupart des agriculteurs dans la zone, jusqu'en janvier 2016 Sumitra cultivait des céréales traditionnelles comme le riz, le blé et le maïs sur sa petite parcelle de terre. Mais aujourd'hui elle est capable de cultiver une grande variété de légumes, ce qui lui a permis d'améliorer ses revenus et sa sécurité alimentaire.

Sumitra Thapa a 47 ans et vit dans le village de Tallo Baraha, qui fait partie du Comité de Développement Villageois de Bhimeshwore. Elle est un membre actif du Groupe de femmes de Pachankanya qui s'occupe du maraîchage, l'une des associations rurales visées par le programme RWEE dans le pays.

Grâce aux sessions de formation sur l'autonomisation économique, menées ces six derniers mois par des techniciens de la FAO travaillant dans le cadre du programme RWEE, Sumitra a acquis des compétences en matière d'adaptation au maraîchage et de commercialisation, tout comme les autres membres du groupe de femmes auquel elle appartient.

Revenus accrus pour l'éducation des enfants

Sur une période de 4 mois, elle a été en mesure de produire 60 kg de tomates, 50 kg de brinjal (aubergines), 800 kg de concombres, 800 kg de calebasses et 50 kg de piments verts. Elle a aussi réussi à vendre ces légumes sur le marché local, et gagné 80 000 roupies népalaises (800 USD), ce qui représente environ 200 USD de plus que l'année précédente.

Ce revenu supplémentaire lui a permis d'assurer les frais de scolarité de sa fille qui prépare une licence de gestion dans un collège local. Elle souhaite aussi que ses trois fils poursuivent leurs études à l'étranger. Avant l'arrivée du programme RWEE dans la région, « l'absence de centre de collecte au niveau local, ne permettait pas de vendre les légumes en temps voulu et d'obtenir de bons prix sur les gros marchés comme Katmandou » déclare Sumitra. Aujourd'hui, elle sait aussi qu'elle doit utiliser des bio-pesticides et réduire les pertes après récolte.

Autonomisation des femmes pour le développement communautaire

« Après le lancement du projet RWEE, tous les villageois ont été sensibilisés à la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des femmes rurales et de leurs familles », ajoute-t-elle. Le programme conjoint était axé sur le renforcement des compétences en leadership des femmes rurales, afin d'accroître leur représentation dans les instances locales et nationales où sont élaborées les politiques publiques. Dans le district de Sindhuli, la formation en matière de maraîchage et de commercialisation s'est avérée fondamentale pour l'autonomisation socio-économique des femmes rurales, avec des retombées manifestes sur la sécurité alimentaire et le développement de l'ensemble de la communauté.

Le programme RWEE a démarré en janvier 2016 des sessions de formation pour les groupes de femmes dans la région, en coordination avec le bureau de district pour le développement agricole (DADO) et le bureau de district des services de l'élevage (DLSO). Au total, 57 groupes de femmes ont été formés. Les agricultrices ont commencé à vendre les légumes destinés au marché en mai 2016, avec des profits substantiels. En tout, 1292 ménages – dont 111 s'occupaient de cultures commerciales et 1181 de jardins potagers, ont tiré un avantage direct du programme.

* Pour en savoir plus, contacter :

Vidhu Prakash Kayastha
Responsable de la communication
et des médias
FAO Népal
Vidhu.Kayastha@fao.org



Les Clubs Dimitra aux Journées européennes du développement 2016

Cette année, les Journées européennes du développement (JED), tenues les 15 et 16 juin 2016 à Bruxelles, avaient pour thème principal l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Cet événement a constitué une occasion unique pour présenter le Programme conjoint des Nations Unies «Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales» (RWEE) au Niger et les Clubs Dimitra en tant que point d'entrée pour la mise en œuvre des activités du programme dans le pays. Des activités qui contribuent directement aux ODD 1, 2 et 5.

L'atelier «Genre et entrepreneuriat agricole. Libérer le plein potentiel des femmes à travers l'autonomisation agricole» a été mené sous la houlette de la FAO, du PAM et d'ONU-Femmes, en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et l'ONG OXFAM. Le débat a été facilité par Jean-Pierre Halkin, Chef d'Unité pour le Développement rural, la Sécurité alimentaire et la Nutrition à la Commission Européenne (DEVCO), et a vu la participation de Kawinzi Muiu, Directrice du Bureau Genre du PAM à Rome ; Halimatou Moussa Idi, Coordinatrice nationale au Niger du Programme conjoint des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes Rurales (UNJP RWEE) ; Caroline Chelele, agricultrice de la Tanzanie et gagnante de l'initiative Oxfam Female Food Heroes ; et Dorienne Rowan-Campbell, présidente du Mouvement Jamaïquain d'Agriculture Biologique (Jamaica Organic Agriculture Movement) et propriétaire de Rowan's Royale Organic Farm.

Le débat a porté sur le rôle crucial des femmes rurales dans le développement économique et social de leurs collectivités. Plus précisément, les discussions s'articulaient autour de questions clé, notamment sur le choix des Clubs Dimitra comme point d'entrée du programme RWEE au Niger.

Cela a donné l'occasion à Halimatou Moussa Idi, coordinatrice nationale de ce Programme, de mettre en exergue le rôle essentiel joué par les Clubs Dimitra dans la mise en œuvre des activités du RWEE au Niger, qui bénéficie à plus de 25.000 personnes, dont deux tiers sont des femmes.

Les clubs comme mécanisme de création de synergies

L'approche des Clubs Dimitra est considérée par les quatre agences des Nations Unies impliquées dans le RWEE (FAO, PAM, FIDA et ONU-Femmes) comme l'un des meilleurs mécanismes pour créer des synergies entre toutes les parties prenantes et permettre aux communautés concernées d'être impliquées dans la conception, la mise en œuvre et la coordination des activités sur le terrain de manière pleinement inclusive. L'approche de communication participative des clubs, basée sur le partage de connaissances et d'expériences et l'auto-prise en charge, permet à toutes et tous d'être informés, de participer aux processus de prise de décision et d'agir ensemble pour leur propre développement. Ce processus de prise de conscience collective et de dialogue améliore la gouvernance communautaire et permet aussi des changements de comportement dans tous les domaines, y compris les relations entre femmes et hommes.

Les Journées européennes de développement

Organisées pour la première fois en 2006 par la Commission européenne, les Journées européennes de développement sont devenues ces dernières années un événement phare en matière de coopération au développement. Rassemblant chaque année tous les acteurs du secteur, ces journées constituent un forum de discussion international, permettant de partager idées et expériences, et d'inspirer de nouveaux partenariats et des solutions novatrices aux défis les plus urgents de la planète.



Halimatou Moussa Idi
Coordinatrice nationale RWEE au Niger

* Pour en savoir plus sur le RWEE, contacter :
Halimatou Moussa Idi
Halimatou.Moussa@fao.org

Niger | Des solutions locales contre la malnutrition

Dans le cadre du Programme conjoint « Accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales » (RWEE), la FAO a mis en place un programme d'éducation nutritionnelle dans la région de Dosso. Les différentes séances, conduites en 2015 et 2016 par l'ONG Kundji Fondo, ont été conçues selon une approche participative en s'appuyant sur les Clubs Dimitra. Des changements de comportement intéressants ont été observés.



Le programme conjoint « Accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales » – signé en novembre 2012 par la FAO, ONU-Femmes, FIDA et PAM – a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et renforcer les droits des femmes rurales dans le contexte du développement durable. Au Niger, les Clubs Dimitra ont été choisis comme point d'entrée au niveau communautaire pour la mise en œuvre coordonnée des activités des quatre agences. L'accès à l'information et la participation suscités par les clubs permettent, en effet, de renforcer la gouvernance locale en termes de transparence et d'inclusion. Les clubs constituent un mécanisme unique pour assurer la coordination locale des interventions et le développement de synergies entre les parties prenantes.

Améliorer la nutrition de manière participative

L'une des composantes par lesquelles la FAO apporte sa contribution au RWEE concerne l'amélioration de la nutrition à travers l'éducation nutritionnelle. Quand l'ONG locale Kundji Fondo « Femmes unies contre la malnutrition » a été sélectionnée pour mener des séances d'éducation nutritionnelle, le choix concernant les bénéficiaires s'est porté naturellement sur les membres des Clubs Dimitra.

En novembre 2015, Kundji Fondo a réalisé une formation pour les dix encadreurs de l'ONG partenaire locale de Dimitra (AEDL) et 20 leaders des Clubs Dimitra. Cette formation portait sur les concepts de base de la nutrition, la malnutrition et ses conséquences, et sur les bonnes pratiques essentielles, telles que le lavage des mains et l'allaitement maternel. Les méthodes participatives étaient au cœur de ces formations de cinq jours.

Ensuite, les leaders des clubs formés ont organisé des discussions sur les mêmes thématiques au sein de leurs clubs respectifs dans les cinq villages concernés par le programme: Falwel, Mallam Koira, Daytagui Yamba, Kokoukou et Tégoyzékoira. Des experts locaux en nutrition de l'ONG Kundji Fondo ont assisté aux discussions pour s'assurer de la qualité des informations partagées. Pendant cinq mois, les Clubs Dimitra ont abordé des questions liées à la nutrition : concepts fondamentaux de la nutrition ; en particulier ceux concernant les enfants de 0 à 2 ans et les femmes enceintes ; allaitement maternel ; diversification des aliments ; bonnes pratiques familiales essentielles et budgétisation alimentaire.

Des solutions locales

Durant ces discussions, les membres des clubs ont identifié des ingrédients nutritifs pouvant être disponibles localement et ont pris conscience des défis auxquels ils sont confrontés en raison de la non-disponibilité de ces aliments tout au long de l'année. C'est ainsi qu'ils ont pensé à des solutions qui leur permettraient d'avoir une nutrition saine, variée et équilibrée à tout moment.

Sur la base d'un calendrier saisonnier des aliments locaux et de méthodes connues de conservation, deux solutions ont été identifiées par les membres : la conservation du niébé ou du voandzou dans des sacs en plastique étanches (triple ensachage), ou leur conservation dans des bidons d'huile végétale vides. Les méthodes de transformation de certaines denrées alimentaires ont également été abordées grâce aux connaissances des membres des clubs, notamment les femmes, sur la transformation du niébé et du voandzou (transformation du niébé en bérroua, gabda, motolbali, dungouri dambou, bouki kaina tobaye, dungouri massa, kékéna et transformation du voandzou en loubatou).

Une démonstration culinaire participative

Des démonstrations culinaires participatives ont été réalisées dans tous les clubs où les membres ont préparé trois recettes équilibrées et variées, en combinant les trois groupes alimentaires (protéines, glucides et lipides) : pâte de mil à la sauce de feuilles séchées de baobab, associée à la pâte d'arachide assaisonnée au gabou (poudre d'oignon séché) ; couscous de mil associé à du niébé et à de la courge et assaisonnée au gabou ; couscous de mil associé aux feuilles vertes de manioc, de niébé, de courge, de chou, etc. assaisonné à l'huile.

Trois autres recettes pour enfants de 6 mois et plus ont aussi été identifiées par les participants : la bouillie enrichie à base de mil, d'arachide ou de niébé, de courge ou poudre de moringa ; la purée de niébé associée à de la courge et de l'huile, et la purée de niébé décortiqué associée à de la courge et de l'huile.

Une enquête sur la participation

En mai 2016, le projet Dimitra a mené une enquête pour évaluer la qualité de la participation dans cette initiative d'éducation nutritionnelle. Au total, 125 membres des Clubs Dimitra des 5 villages ont été interviewés.

Les résultats ont montré une très bonne appréciation des thématiques abordées et

de la façon dont elles ont été discutées. En outre, presque tous les membres ont pris la parole durant les formations en nutrition, montrant une participation élevée et un grand intérêt pour le sujet.

Ces résultats confirment que les clubs sont effectivement des espaces de dialogue et d'action, permettant à tous les membres de la communauté de prendre la parole, de s'exprimer librement et participer aux processus de développement.

La majorité des femmes et des jeunes filles interviewées ont déclaré avoir acquis de nouvelles connaissances sur la nutrition, en particulier celle des enfants de 0 à 2 ans et des femmes enceintes. Pour les hommes et les garçons, les acquis concernent plutôt certaines pratiques familiales (lavage des mains, dormir sous une moustiquaire). Les clubs ont également entrepris des initiatives de sensibilisation à travers des démonstrations culinaires. Par exemple, dans le village de Daytagui Yamba, le club de femmes « Hallassay » a préparé devant tout le village de la bouillie enrichie à base de mil pour les enfants de 6 mois et plus. Il a aussi sensibilisé la communauté sur l'importance de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à six mois et sur l'alimentation complémentaire des enfants à partir de six mois pour assurer une bonne croissance.

Des informations au-delà du village

Selon les résultats de l'enquête, les membres ont modifié leur régime alimentaire au sein de leur ménage, en ajoutant de nouveaux ingrédients pour avoir des plats variés qui contiennent les trois groupes alimentaires (protéines, glucides, lipides) et des vitamines.

Enfin, un résultat intéressant de l'enquête concerne le partage de ces nouvelles connaissances. Tous les membres des clubs ayant participé aux séances ont déclaré avoir transmis leurs acquis à au moins une personne n'ayant pas participé aux discussions. Selon quelques répondants, les informations retenues de l'éducation nutritionnelle sont allées même au-delà des villages concernés, pour arriver aux villages voisins. Cette mise en réseau par la communication interpersonnelle et par le biais des radios communautaires est cruciale pour toucher le plus grand nombre et démultiplier les effets de l'intervention, en particulier dans des régions isolées.

* Pour en savoir plus, contacter :

dimitra@fao.org

Solange Heise

Solange.Heise@fao.org



Ibrahim Seybou et Mariama Ousseini lors de l'enquête. Encadreuse des Clubs Dimitra de Falwel, Mariama nous a quittés en août dernier, bien trop tôt. L'équipe Dimitra rend hommage à son travail enthousiaste pour appuyer les clubs et les communautés rurales.

Pour une meilleure valorisation des expériences

Depuis 2009, le Programme de partenariat FAO-Belgique sur la Gestion des connaissances et genre s'attache à renforcer les capacités de la FAO et de ses partenaires en capitalisation de bonnes pratiques. Après les expériences réussies au Niger et au Burkina Faso, l'équipe du Programme a capitalisé sur... la capitalisation, en développant un module d'apprentissage qui offre une méthodologie pratique sur la capitalisation et son intégration systématique dans les initiatives de développement. Cette méthodologie a été testée pour la première fois à Dakar, en mai 2016.

La capitalisation d'expériences est un processus systématique, itératif et participatif par lequel une expérience est analysée et documentée. Elle génère des connaissances qui sont partagées et valorisées afin de produire des changements.

L'équipe du Programme de partenariat FAO-Belgique sur la Gestion des connaissances et genre a développé un module d'apprentissage, offrant une méthodologie sur la capitalisation des bonnes pratiques dans le développement. Le module reprend toutes les phases et les étapes de la capitalisation, de la préparation à la mise en œuvre pour finir par l'appropriation (voir schéma du cycle de la capitalisation).

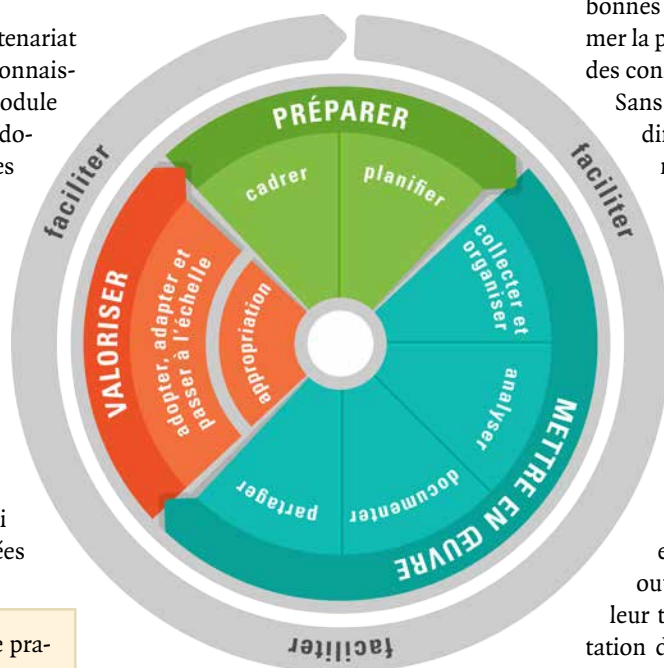
Cette méthodologie a été testée lors d'un atelier, organisé à Dakar les 10 et 11 mai dernier, qui rassemblait des partenaires de la FAO qui travaillent sur des questions variées

telles que la résilience, la nutrition, l'emploi des jeunes, les technologies de l'information et de la communication et les directives volontaires sur la gouvernance du foncier.

Les participant(e)s ont apporté leurs contributions, notamment en jouant aux avocats du diable et aux défenseurs de la capitalisation. Par la suite, l'équipe de formation a clarifié une série de concepts liés aux bonnes pratiques, ce qui a permis d'entamer la phase de collecte des informations et des connaissances.

Sans capitalisation systématique, il est difficile d'identifier les pratiques prometteuses qui peuvent devenir des bonnes pratiques. D'où l'importance de se donner les moyens pour capitaliser dès le début d'un projet avec les ressources disponibles. C'est ce que l'on apprend grâce au module d'apprentissage.

Les participants ont affirmé avoir beaucoup appris sur le processus de capitalisation et ont apprécié la méthode pour la mettre en place. Tous se sont dits prêts et outillés pour poursuivre le travail lié à leur thématique. Toutefois, la documentation des bonnes pratiques doit être programmée et les personnes clé identifiées. L'équipe du programme continuera donc à soutenir les participants au cours des étapes de documentation et de diffusion des expériences afin de favoriser l'apprentissage mutuel.



Une pratique prometteuse est une pratique qui a pu être mise en œuvre avec succès mais dans un contexte unique. La possibilité de reproduire la pratique dans ce même contexte est acquise. Par ailleurs, des données quantitatives sont disponibles pour démontrer son impact positif pendant une période déterminée. Une pratique prometteuse a le potentiel de devenir une bonne pratique. Toutefois, la recherche et la quantité de reproductibilité ne sont pas suffisantes pour garantir le succès d'une plus large adoption ou la mise à l'échelle de la pratique. Par conséquent, une pratique prometteuse implique un processus continu d'apprentissage et d'amélioration.

Une bonne pratique n'est pas uniquement une pratique qui est bonne, mais une pratique ayant fait ses preuves et permis d'obtenir de bons résultats. Elle est dès lors recommandée comme modèle. C'est une expérience réussie, testée et validée, au sens large, répétée, qui mérite d'être partagée afin qu'un plus grand nombre de personnes se l'approprient.

* **Pour en savoir plus, contacter :**
sophie.treinen@fao.org
good-practices@fao.org

* **Le cours en ligne sera disponible sur le site de la FAO et d'IMARK :**
www.fao.org/elearning/#/elc/fr/home
www.imarkgroup.org/index_fr.html

RD Congo | Dynamiser la collaboration entre les Clubs Dimitra et les radios communautaires

Réalisée en mai 2016 à Walungu (Sud Kivu), la formation « Radios et Clubs Dimitra » de la FAO visait à améliorer la capacité des radios communautaires à réaliser des émissions radiophoniques participatives et sensibles au genre et à renforcer les liens entre les radios et les clubs. Basée sur les principes essentiels de l'approche Dimitra, ce type de formation est désormais organisé systématiquement dans le cadre des projets incluant des Clubs Dimitra.



Premier média en Afrique subsaharienne, en particulier en milieu rural, la radio joue un rôle clé dans la mise en réseau des Clubs Dimitra, leur permettant d'échanger des expériences et des idées, mais également d'atteindre les communautés rurales environnantes. En tant qu'approche de communication participative sensible au genre, les Clubs Dimitra constituent un partenaire naturel des radios locales, leur permettant de mieux remplir leur mission de développement local, sur base des besoins et des perspectives des communautés.

La formation « Radios et Clubs Dimitra » au Sud Kivu a été organisée par l'ONG Samwaki et facilitée par la FAO, rassemblant des membres des clubs, des représentants des services de l'Etat et les radios suivantes: Radio Bubusa, Radio Mitumba, Radio Umoja FM, Radio Mulangane, Radio Le Messenger du Peuple, Radio Luhwinja, Radio Bobandana, Radio Apide, Vision Shala et Radio Mutanga. Les participant-e-s avaient donc des profils variés. Certains connaissaient très bien l'approche des clubs (les membres des clubs et les radios engagées dans des collaborations depuis plusieurs années). D'autres entendaient parler de l'approche pour la première fois.

Cette formation avait un double objectif: renforcer les capacités des agents et autres participants sur la réalisation d'émissions radiophoniques participatives et sensibles au genre, et encourager l'établissement de partenariats entre les radios locales et les Clubs Dimitra.

Basée sur une approche flexible utilisant un maximum d'exercices pratiques, la méthodologie de cette formation a été développée pour répondre aux besoins des radios et des Clubs Dimitra sur une courte période. Cette formation est désormais systématiquement réalisée dans le cadre de projets incluant des clubs, mais elle est à chaque fois adaptée en fonction du contexte.

Genre et participation

La première session de la formation a permis de clarifier les principes essentiels des clubs, qui doivent également guider la réalisation des émissions radiophoniques. Deux de ces principes, essentiels pour la collaboration avec les radios, ont été approfondis: le genre et la participation des communautés. Les participant-e-s ont ensuite réalisé un exercice critique des médias 'selon le genre' afin d'assurer une maîtrise basique du concept du genre. La participation était au centre d'exercices sur les formats/genres

radiophoniques participatifs pouvant être utilisés dans le monde rural afin de susciter un maximum de participation.

La deuxième session était consacrée à la préparation et l'enregistrement d'une émission radio des clubs en conditions de direct, avec comme instructions de faire particulièrement attention aux deux principes évoqués la veille. L'écoute permet d'aborder des questions techniques et de contenu.

La troisième session a abordé la question des relations entre les clubs et les radios, permettant à l'équipe de la FAO de répreciser la nécessité pour les clubs de s'engager avec les radios qu'eux-mêmes choisissent. Le message à l'intention des radios était notamment que les clubs sont des émanations de la communauté et non un projet de la FAO, ce qui est une opportunité pour les radios.

Avant l'évaluation finale, le réinvestissement de la formation a fait l'objet d'une session afin de garantir le partage des acquis et la mise en œuvre effective de collaborations avec les radios.

✳ Pour en savoir plus, contacter:
Yannick De Mol
Yannick.demol@fao.org

Les Clubs Dimitra en bref



© Mauro Bertero

NIGER

Journée Internationale de la Femme Rurale

Le 15 octobre, dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme Rurale, la FAO a organisé un concours culinaire auquel ont participé 5 villages bénéficiaires du Programme Conjoint sur l'Autonomisation économique des femmes rurales (RWEE). La Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant ainsi que le Ministre de l'Élevage, assurant l'intérim du Ministre de l'Agriculture, le Gouverneur de la Région de Dosso, le Préfet et toute la population ont participé aux célébrations.

Enquête sur la nutrition

En mai 2016, une enquête de terrain a été menée pour évaluer l'approche participative utilisée dans la composante nutrition de la FAO du programme RWEE dans 5 villages de la commune de Falwel. Pour en savoir plus, voir page 16.

200 jeunes leaders formés

Des formations de jeunes leaders des Clubs Dimitra ont été conduites par l'ONG AEDL et l'ONG APEBA, partenaires locaux de FAO-Dimitra, dans 18 communes de 4 régions (Dosso et Tillabéry, Tahoua et Zinder). A l'issue des formations, les jeunes leaders ont élaboré un plan d'action pour leurs clubs respectifs. En outre, des rencontres régulières inter-villages et au niveau communal entre tous les jeunes leaders ont été planifiées pour échanger sur les stratégies, décrypter les meilleures pratiques et élaborer des visions communes.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Un nouveau projet nommé « Autonomisation des femmes rurales dans le programme agricole » (RWEAP) a récemment été lancé dans la périphérie de Kinshasa. Exécuté

par la FAO, avec l'appui du Service National de Vulgarisation (SNV), ce projet a pour objectif de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la sécurité alimentaire, tout en accélérant l'autonomisation des femmes. Les Clubs Dimitra sont le point d'entrée des activités et l'outil principal pour le renforcement des capacités des populations, notamment dans les filières du maraichage et de la pisciculture.

Sept clubs se sont déjà créés après la première formation organisée en septembre. D'autres actions viendront renforcer la résilience, notamment par le biais de l'approche des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).

Bandundu

Plusieurs missions ont eu lieu dans le cadre du Programme « Femmes et hommes, progressons ensemble », cofinancé par l'Union Européenne et l'UNICEF et mis en œuvre par la FAO, GIZ et CARITAS CONGO avec l'objectif de réduire les violences basées sur le genre (VBG). Ces missions ont permis de documenter de nombreux résultats des Clubs Dimitra qui ont à peine un an de vie, en premier lieu le fait qu'ils sont déjà plus de 70 sur la vingtaine prévue. Plus de 50 clubs sont nés de façon spontanée. Dans le même programme, une vingtaine d'autres clubs viennent d'être créés à Kinshasa.

Tshopo

On compte dans cette province 105 Clubs Dimitra créés dans le cadre du Projet « Clubs d'écoute, lutte contre la pauvreté, genre et sécurité alimentaire ». Les activités d'appui sont terminées mais le dynamisme se poursuit. Les animateurs et animatrices externes des clubs, formés pendant le projet, ont spontanément créé un bureau d'appui technique aux clubs pour poursuivre l'appui et former d'autres animateurs/trices endogènes.

Katanga

Un atelier de redynamisation des Clubs Dimitra de Kapolowe, Kasumbalesa et Katanga a eu lieu à Likasi en août 2016. L'événement a vu la participation de représentants des clubs, du Chef de secteur Katanga, du conseiller du Ministre Provincial de l'Agriculture, de la conseillère de la Commissaire au Genre, Famille et Enfant et de la Cheffe de service de genre, famille et enfant. Chaque club a présenté les réalisations accomplies et les défis rencontrés. Des séances de restitution ont eu lieu en septembre en présence d'une mission de la FAO et des autorités, suscitant un nouvel engouement des clubs dans la programmation des activités et dans l'adhésion de nouveaux membres. Deux nouveaux Clubs Dimitra ont été créés.

Sud-Kivu

Dans le cadre du projet « Réduire la pauvreté rurale par l'information, la communication participative et la mobilisation sociale pour les femmes, les hommes et les jeunes en milieu rural au Sud-Kivu », 13 Clubs Dimitra existants ont été redynamisés et 105 nouveaux clubs – détachés des clubs existants – ont été mis en place dans les territoires de Kabare, Walungu et Kalehe.

SENEGAL

Lancement des Clubs Dimitra

Le projet 'Résilience Climatique' a été lancé officiellement fin octobre en présence du Secrétaire Général du ministère de l'agriculture et de l'équipement rural, Dr Dogo Seck, et du Représentant de la FAO, Patrick David. A cette occasion, M David a déclaré : « Les Clubs Dimitra ont démontré leur efficacité (...). Ils favoriseront la mise en réseau des acteurs, l'autonomisation des populations et le renforcement du leadership des femmes et des jeunes. » Cet événement a été suivi de l'Atelier régional de lancement des Clubs Dimitra, organisé à Tambacounda.

Les Clubs Dimitra en action

Les technologies de l'information et de la communication au service de l'action collective au Niger

A Mallam Koïra, dans la région de Dosso, les villageois ont découvert des insectes dans leurs champs de mil. Après en avoir discuté au sein de leurs Clubs Dimitra, les membres ont envoyé des photos de ces ravageurs à l'agent communal chargé de l'agriculture. Pour cela, ils ont utilisé un téléphone et son application WhatsApp qui permet d'envoyer des messages et des fichiers via internet. De précieuses heures ont été gagnées dès lors que l'agent a pu envoyer rapidement une équipe sur place pour effectuer le traitement approprié. Grâce au téléphone portable et à des applications telles que WhatsApp, les producteurs et les productrices du village ont sauvé leur récolte.

Dans le village de Falwel, les Clubs Dimitra des jeunes ont créé un réseau entre clubs de différents villages en utilisant WhatsApp. Ils souhaitent exploiter les possibilités offertes par ce type d'application (transferts de photos, textes, vidéos et messages vocaux) pour échanger des informations sur leurs réalisations et idées respectives. Cette mise en réseau, qui se fait en parallèle avec la diffusion d'expériences par radio, est source de motivation et de grande fierté pour ces jeunes ruraux.

Toujours au Niger, les clubs aident à prévenir les mariages précoces

L'assemblée villageoise des clubs de Waka-zoua Darai, dans la région de Tahoua, a porté sur le thème du mariage précoce. Les clubs ont exposé leurs arguments et propositions et à l'issue de l'assemblée, le comité villageois présidé par le chef du village a décidé la mise en place de mesures contraignantes pour les familles qui marieraient leurs filles âgées de moins de 17 ans, dont des amendes de 100 000 francs CFA.

La santé au centre des décisions communes en RD Congo

Plus de 70 Clubs Dimitra existent aujourd'hui dans les Provinces de Kwango et Kwilu, mis en place dans le cadre du Programme « Femmes et hommes, progressons ensemble » et avec l'objectif de réduire les violences basées sur le genre.

Parmi ces clubs, plusieurs ont trouvé des solutions intéressantes pour lutter contre les maladies des mains sales. La première initiative est le fait des membres du Club Dimitra du village Carrefour (Kikwit). Ceux-ci ont mis en relation les maladies des mains sales avec le manque de toilettes. Pour remédier au problème, ils ont décidé de construire des toilettes pour les familles qui n'en n'avaient pas, moyennant la modique somme de 5.000 Francs congolais (environ 5 USD).

Vingt-cinq familles ont accepté et les toilettes ont été construites. Cela a permis au club de gagner 125 000 FC (environ 125 USD), utilisés pour acheter des semences pour leur champ collectif. La récolte a été bonne et avec la vente de la production, ils ont acheté du ciment et du sable pour améliorer une source naturelle d'eau potable dans leur village qui était dans un état pitoyable.

Dans un deuxième village, à Idiofa, les questions d'hygiène ont également été abordées par les clubs qui ont décidé de construire 315 lave-mains à placer devant les latrines. Un total de 315 ménages a bénéficié de ce système ingénieux de lave-mains, basé sur un réservoir troué de bambou de Chine d'une capacité de 3 litres. Chacun des 115 membres des clubs a cotisé 1000 FC (un dollar) pour l'achat de petit matériel pour fabriquer ces lave-mains. Une évaluation locale a constaté une diminution de 4% des maladies des mains sales après deux mois.

Dans le village Ikiatala, l'éloignement du centre de santé (15 km représentant 3-4 heures de marche), notamment pour la consultation prénatale, a été le thème des débats des clubs qui ont décidé de prendre les choses en main. Ils ont construit une case de trois pièces pour abriter un poste de santé. Celui-ci a été autorisé par les autorités sanitaires qui ont accepté d'y affecter un infirmier. La personne désignée reçoit une prime de l'Etat tout en vivant des recettes du centre et des paiements des patients, selon leurs possibilités. Grâce au champ communautaire des clubs et à la vente des produits agricoles, les clubs ont acheté les médicaments de première nécessité, sous le conseil du médecin de zone.

Les résultats des Clubs Dimitra sous les projecteurs au Niger, au Sénégal et en RCA

Des rencontres-témoignage intitulées « Zoom sur les Clubs Dimitra » ont récemment eu lieu dans trois pays afin de présenter l'approche des Clubs Dimitra. Deux vidéos sur les résultats et l'impact des clubs au Niger et en RDC (voir ci-dessous) ont été projetées et ont servi de point de départ aux discussions des participants.

Le premier « Zoom » s'est déroulé au Niger, en mai 2016, en présence de plus de 60 participants, dont des leaders des clubs – femmes et hommes, des élus locaux, des chefs coutumiers et des représentants du Gouvernement et d'agences de développement.

Le Représentant de la FAO au Niger a souligné le rôle important joué par les clubs dans le développement rural: « Les Clubs Dimitra sont adaptés au monde rural parce

qu'ils abordent une variété de thématiques, comme la sécurité alimentaire, la production agricole, le changement climatique, la santé, l'éducation et l'autonomisation économique des femmes » a-t-il expliqué.

Au Sénégal, le « Zoom sur les Clubs Dimitra » a eu lieu à Dakar, en juin 2016. L'approche des clubs a été présentée au personnel de la FAO et à d'autres partenaires (Ministères et Nations Unies). Le débat a démontré un grand intérêt de plusieurs participant-e-s, notamment du Représentant de l'OMS, des collègues d'ONU Femmes, du PAM, et des ministères représentés. Au Sénégal, 400 clubs seront créés dans les prochaines années dans le cadre du projet « Résilience Climatique ».

En août, ce fut le tour de la République centrafricaine. Le « Zoom sur les Clubs

Dimitra » de Bangui a rassemblé des représentants de la FAO, de l'Union Européenne (Fonds Békou et Coordination Relèvement et Consolidation de la Paix en République centrafricaine), UNICEF, UNFPA, ONU-SIDA, Cluster Sécurité Alimentaire et Inter Cluster OCHA, des services du ministère de l'élevage et de l'agriculture ainsi que des ONG partenaires de la FAO. Comme dans les autres cas, deux vidéos sur les clubs ont servi de base aux discussions. Les échanges ont porté sur la mise en œuvre des Clubs Dimitra en RCA, en particulier sur la pertinence de l'approche dans les domaines de la cohésion sociale et genre.

Pour voir les vidéos :

www.fao.org/dimitra/dimitra-clubs/fr

Publications FAO

- ⊙ **Addressing Women's Work Burden: Key issues, promising solutions and way forward**
Alléger la charge de travail des femmes: questions clés, solutions prometteuses et voie à suivre

Cette fiche d'information examine la triple charge de travail des femmes dans le ménage, en tant que productrices et au niveau de la communauté. Elle présente des technologies, pratiques et services permettant d'alléger la charge de travail comme des solutions possibles et décrit les contraintes auxquelles les femmes peuvent être confrontées.

FAO, 2016

<http://www.fao.org/3/a-i5586e.pdf>

- ⊙ **Strengthening Coherence between Agriculture and Social Protection to Combat Poverty and Hunger in Africa: Framework for Analysis and Action**
Renforcement de la cohérence entre l'agriculture et la protection sociale pour lutter contre la pauvreté et la faim en Afrique: cadre d'analyse et d'action

Ce document présente un cadre d'analyse et d'action qui permet d'étudier les avantages pouvant être tirés d'une plus grande cohérence entre l'agriculture et la protection sociale. À partir d'expériences de pays concrètes, le cadre répertorie les options disponibles pour y parvenir, moyennant l'élaboration de politiques et de programmes.

FAO, 2016

<http://www.fao.org/3/a-i5386e.pdf>

- ⊙ **Adopting a Territorial Approach to Food Security and Nutrition Policy**
Adoption d'une approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Environ 800 millions de personnes dans le monde sont encore en situation d'insécurité alimentaire. Trois quart d'entre elles ne disposent pas d'infrastructures et de services de base et sont plus vulnérables aux conditions climatiques défavorables. L'accroissement continu de la population a aggravé ces difficultés et, sous l'effet de la migration et de l'urbanisation, l'insécurité alimentaire risque aussi de devenir de plus en plus un problème urbain.

FAO, OCDE, FENU, 2016

<http://www.fao.org/3/a-bl336e.pdf>

- ⊙ **Restoring Africa's landscapes – the way forward: Report of the Great Green Wall Conference**
Restauration des paysages en Afrique - la voie à suivre: rapport de la Conférence de la grande muraille verte

Un large éventail d'acteurs de la remise en état des terres ont participé à la première conférence internationale de l'Initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel. Les débats ont porté essentiellement sur ce qui doit être fait au niveau de la mobilisation des ressources, de la communication, de l'élaboration des projets et de la collaboration entre les différentes parties prenantes.

FAO, 2016

http://forestry.fao.msgfocus.com/files/amf_fao_project_59/inFO_news_41/FINAL_REPORT_DAKAR_GGWSSI_CONFERENCE.pdf

- ⊙ **Core Set of Gender Indicators in Agriculture**
Ensemble d'indicateurs de base sur la parité hommes-femmes en agriculture

Élaborés pour répondre aux besoins de données déterminés par les États membres, ces 18 indicateurs fournissent des indications pour la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe et sexospécifiques dans le secteur agricole et rural.

FAO, 2016

<http://www.fao.org/3/a-bb172e.pdf>

- ⊙ **Promoting the Leadership of Women in Producers' Organizations. Lessons from the experiences of FAO and IFAD**

Promotion du leadership des femmes dans les organisations de producteurs. Enseignements tirés des expériences de la FAO et du FIDA

Ce document étudie les aspects concernant la promotion du leadership des femmes rurales dans les organisations de producteurs. L'exercice de responsabilités par les femmes, en particulier dans les organisations de producteurs, est essentiel pour accroître la production de la petite agriculture, car les femmes apportent une contribution considérable au secteur.

FAO, 2015

<http://www.fao.org/3/a-i5696e.pdf>

- ⊙ **Qualitative research on women's economic empowerment and social protection: a research guide**
Recherche qualitative sur l'autonomisation économique des femmes et la protection sociale: un guide de la recherche

Ce guide sera utilisé pour les recherches qualitatives menées dans le cadre du programme de recherche de la FAO sur la protection sociale et l'autonomisation économique des femmes rurales. Il décrit l'ordre chronologique, le calendrier et les méthodes du processus de recherche, y compris la formation, la préparation des travaux de terrain et la feuille de route, les hypothèses clés, les questions directrices et les outils de recherche.

FAO, 2015

<http://www.fao.org/3/a-i4420e.pdf>

- ⊙ **Gender Mainstreaming as a Key Strategy for Building Resilient Livelihoods**
L'intégration des questions de parité hommes-femmes: une stratégie essentielle pour la mise en place de moyens d'existence résilients

Cette note d'information présente l'intégration des considérations de parité hommes-femmes comme une stratégie fondamentale pour accroître la résilience des moyens d'existence des hommes et des femmes face aux crises. Elle étudie les dimensions sexospécifiques des catastrophes naturelles ou anthropiques et montre comment la FAO contribue à l'autonomisation des femmes actrices du renforcement de la résilience.

FAO, 2016

<http://www.fao.org/3/a-i5631e.pdf>



- ⊙ **A Gender-responsive Approach to Climate-Smart Agriculture: Evidence and guidance for practitioners**

Une approche de l'agriculture intelligente face au climat soucieuse des sexospécificités : données probantes et orientations à l'intention des praticiens

Les notes de pratiques publiées par l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques fournissent des informations opérationnelles sur les pratiques de l'agriculture intelligente face au climat. L'adoption d'une approche de l'agriculture intelligente soucieuse des sexospécificités signifie que les besoins particuliers et les priorités des hommes et des femmes sont reconnus et pris compte de manière adéquate dans la conception et l'application de cette agriculture.

FAO, 2016

<http://www.fao.org/3/a-be879e.pdf>

☉ **The Mobile Phone: A Solution to rural agricultural communication a case study of Rakai district, Uganda**

Téléphone mobile: une solution pour la communication agricole en milieu rural. Une étude de cas du district de Rakai, Ouganda

La communication et l'information sont les pierres angulaires du développement économique et social. L'explosion des nouvelles technologies de l'information et des communications sur la scène du développement agricole enregistrée ces dernières années, offre l'occasion d'étendre la portée des systèmes actuels d'information. Ces technologies peuvent amplifier les efforts menés par les prestataires de services de conseil et de vulgarisation pour diffuser différents types d'information auprès de publics vastes et dispersés.

CTA, 2016

http://publications.cta.int/media/publications/downloads/1892__PDF.pdf

☉ **Spotlight on Sustainable Development 2016. Report of the Reflection Group on the 2030 Agenda for Sustainable Development**

Pleins feux sur le développement durable, 2016. Rapport du Groupe de réflexion sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Le groupe de réflexion sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en coopération avec d'autres organisations et réseaux de la société civile, a publié le premier rapport annuel «Plein feux» qui évalue la mise en œuvre du Programme 2030 et les obstacles structurels à son exécution. Le rapport met en lumière la réalisation des 17 objectifs, en s'intéressant tout particulièrement aux inégalités, à la responsabilité des riches et des puissants, aux moyens de mise en œuvre et aux questions systémiques.

Reflection Group on the 2030 Agenda for Sustainable Development, 2016

https://neu.globalpolicy.org/sites/default/files/content/pix/spotlight/pdfs/Agenda2030_engl_160708_WEB.pdf

☉ **Leaving no one behind: a critical path for the first 1,000 days of the Sustainable Development Goals**
Ne laisser personne de côté: un chemin critique pour les 1 000 premiers jours des Objectifs de développement durable

Ne laisser personne de côté est la question morale de notre époque, et elle est au cœur d'un ambitieux plan d'action: les Objectifs de développement durable (ODD). L'accent est mis maintenant sur la mise en œuvre et ce rapport expose les mesures que les gouvernements peuvent prendre dans les 1 000 premiers jours des ODD pour répondre aux attentes des populations pauvres et pour œuvrer en faveur des personnes et

des groupes les plus marginalisés. Le rapport conclut qu'une action rapide est essentielle pour la réalisation des ODD.

Overseas Development Institute, 2016

<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10692.pdf>

☉ **The Cost of the Gender Gap in Agricultural Productivity – Malawi, Tanzania, Uganda**
Le coût des inégalités entre les sexes dans la productivité agricole - Malawi, Tanzanie, Ouganda

Les femmes constituent une part importante de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne. Toutefois, les inégalités fondées sur le sexe dans l'accès aux ressources productives et financières et leur contrôle freinent la productivité agricole et réduisent la sécurité alimentaire. Ce rapport, qui mesure les coûts économiques de ces inégalités dans trois pays africains, Malawi, Tanzanie et Ouganda, apporte de nouvelles preuves que la réduction du fossé entre les sexes joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la nutrition. ONU - Femmes, PNUD, PNUE, Banque mondiale, 2015

[http://www2.unwomen.org/~\[media\]/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/costing%20gender%20gap_launch.pdf?v=1&d=20151015T142608](http://www2.unwomen.org/~[media]/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/costing%20gender%20gap_launch.pdf?v=1&d=20151015T142608)

☉ **Reducing rural women's domestic workload through labour-saving technologies and practices toolkit**

Réduire la charge de travail des femmes à l'aide d'une boîte à outils de technologies et de pratiques permettant d'économiser le travail

Les technologies et les pratiques permettant d'économiser le travail favorisent un développement inclusif en réduisant la charge de travail domestique des femmes rurales. Le temps libre ainsi gagné peut être utilisé pour effectuer des tâches productives et participer aux processus de décision et aux possibilités de développement. Cette nouvelle trousse à outils met l'accent sur les méthodes qui peuvent aider les femmes rurales à réduire leur charge de travail et favoriser la transformation rurale.

FIDA, 2016

https://www.ifad.org/topic/gender/overview/tags/knowledge_notes

☉ **Women's economic empowerment. Navigating enablers and constraints**

Autonomisation économique des femmes. Leviers et contraintes

Ce rapport détaille comment l'égalité des sexes, l'élimination de la pauvreté et le développement humain nécessitent d'investir davantage dans l'autonomisation économique des femmes. Il rassemble des données nouvelles ou existantes



pour proposer un ensemble d'éléments de base pour le processus complexe d'autonomisation économique des femmes. Ce rapport recense 10 facteurs clés qui peuvent faciliter ou au contraire limiter l'autonomisation économique des femmes, et formule des recommandations sur les politiques et les pratiques relatives à chacun d'eux.

Overseas Development Institute, 2016

<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10683.pdf>

☉ **Conflict-Related Sexual Violence – Report of the UN Secretary-General 2016**

Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les violences sexuelles liées aux conflits, 2016

Le huitième rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits est centré sur la nouvelle dimension critique de la violence sexuelle comme «tactique de terrorisme». Le rapport couvre 19 pays, dont 13 pays en situations de conflit, quatre pays en situations postconflituelles et deux autres situations préoccupantes. Il met en lumière des violations systématiques, ainsi que les difficultés rencontrées et les mesures prises par les États pour protéger les femmes, les filles, les hommes et les garçons contre cette violence.

Secrétaire général des Nations Unies, 2016

<http://www.stoprapenow.org/uploads/advocacy-resources/1464291095.pdf>

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

☉ **Innovate for agriculture: Young ICT entrepreneurs overcoming challenges and transforming agriculture**

Innovier pour l'agriculture : Histoires et témoignages de jeunes entrepreneurs transformant l'agriculture grâce aux nouvelles technologies

Le rapport présente 30 jeunes innovateurs venant de la Barbade, du Botswana, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Nigéria, de l'Ouganda, de la Jamaïque, du Sénégal et de la Tanzanie. Il dresse un tableau multidimensionnel du nouveau domaine de l'entrepreneuriat en TIC dans l'agriculture dans les pays en développement et décrit les défis à relever mais aussi les succès déjà obtenus.

CTA, 2016

http://publications.cta.int/media/publications/downloads/1941_PDF.pdf

☉ **Cedaw general recommendation on the rights of rural women**

La recommandation générale de la Cedef récemment adoptée sur les droits des femmes rurales

FIAN International (Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir) a récemment publié une analyse de la recommandation générale n° 34 sur les droits des femmes rurales, qui a été adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Cette recommandation est le premier instrument international qui traite spécifiquement des droits des femmes rurales et, qui plus est, est le premier qui reconnaît de façon explicite le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates des femmes rurales dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

FIAN International, 2016

http://www.fian.org/fileadmin/media/publications_2016/CEDAW_GR_Rural_Women_Analysis_FR.pdf

☉ **Islamic inheritance laws and their impact on rural women in Muslim societies: synthesis of studies from Asia and West Africa and emerging recommendations**

Droit islamique en matière de succession et son impact sur les femmes rurales dans les sociétés musulmanes: synthèse de études menées en Asie et en Afrique de l'Ouest et recommandations découlant de ces études

Les droits fonciers sont particulièrement importants pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, mais les femmes continuent de se voir systématiquement niés leurs droits à l'héritage, en particulier dans les zones rurales. Le dernier numéro de la série Framing the Debate de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, consacré au droit islamique en matière de succession et son impact sur les femmes rurales dans les sociétés musulmanes, relève tout un faisceau de motifs interdépendants d'ordre juridique, éducatif, économique, social et politique aux pratiques discriminatoires en matière de succession.

Coalition internationale pour l'accès à la terre, 2016

http://www.landcoalition.org/sites/default/files/documents/resources/web_framing_the_debate_islamic_inheritance_.pdf



© Michael Pervarah

☉ **IFAD's Rural Development Report 2016: Fostering inclusive rural transformation**
Rapport du FIDA sur le développement rural, 2016: Promouvoir la transformation rurale pour tous

Ce rapport arrive à un moment de grand changement dans le monde. Les changements structurels dans l'économie mondiale, l'urbanisation croissante, le changement climatique et les conflits prolongés ont modifié le paysage du développement. La pauvreté a diminué mais les inégalités se sont accentuées. Cette publication phare du FIDA réunit d'éminents penseurs pour analyser les enseignements acquis et jeter un regard neuf sur le développement rural.

FIDA, 2016

https://www.ifad.org/documents/30600024/30604583/RDR_WEB.pdf/c734d0c4-fbb1-4507-9b4b-6c432c6f38c3

☉ **Women and gender in Drylands: gender inequity in agriculture**

Les femmes et le genre dans les zones arides: inégalités entre les sexes dans l'agriculture

Les femmes et les filles dans les zones arides contribuent de manière significative aux économies rurales. Cependant, dans de nombreux pays arides dans le monde, les femmes rurales continuent de faire l'objet de discriminations et ont un accès limité aux avoirs agricoles, à la terre, au crédit, à l'éducation, à l'information, aux technologies et à d'autres services. Ces contraintes, pour leur part, limitent la participation des femmes aux processus décisionnels importants, et les empêchent de jouir pleinement de leurs droits et de meilleurs moyens d'existence.

Forum mondial de la recherche agricole -

FMRA, 2016

<https://drylandsystems.exposure.co/women-and-gender-in-drylands>

☉ **Leave no one behind. a call to action for gender equality and women's economic empowerment**
Ne laisser personne de côté. Un appel à l'action pour l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes

Ce premier rapport marque une étape cruciale dans le travail du Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes. S'inscrivant dans le cadre des objectifs et des orientations convenus lors de la réunion inaugurale en mars et de la réunion suivante du groupe au Costa Rica, ce rapport s'appuie sur les données factuelles solides et substantielles disponibles sur les questions clés, répertorie les moteurs et les principes fondamentaux, et lance un appel à l'action.

Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes, créé par le Secrétaire général de l'ONU en 2016

<http://www.womenseconomicempowerment.org/assets/reports/UNWomen%20Full%20Report.pdf>